

DANS LA RUE, AVEC LES FEMMES POUR DIRE CELA SUFFIT !

Depuis plusieurs décennies, nos exigences d'égalité, d'autonomie, de liberté, de dignité, de solidarité et de laïcité se heurtent encore et toujours à des choix politiques discriminatoires. Cela suffit... La politique gouvernementale de ces dernières années marquent un véritable recul pour toutes et tous. Jamais il n'y a eu autant de richesses dans ce pays, les actionnaires n'ont pas vu leur train de vie baisser, les banques ont reçu les dividendes de l'État, les traders sont rémunérés toujours plus. Mais nous, le monde du travail, nous les femmes, on nous refuse toujours l'égalité, on rogne sur nos droits à la santé, à la retraite, sur les 35 heures. Nicolas Sarkozy qui bafoue une fois de plus les femmes, en menaçant de retirer les petits rattrapages aux inégalités, comme les bonifications retraites ou qui, faute de moyens, contraint plusieurs hôpitaux à fermer les centres IVG. Et bientôt il faudra travailler le dimanche et terminer sa carrière à 67 ans. Nous avons atteint la limite à ne pas dépasser en matière d'inégalités et d'injustices.

LIBERTÉ

Le droit fondamental des femmes à disposer de leur corps et de décider de leur maternité est un préalable incontournable pour que les femmes puissent disposer de leur personne, décider de leur vie privée et sociale. C'est l'une des libertés fondamentales. Ce droit est constamment menacé par les lobbies religieux, par les anti-avortements ou encore par le gouvernement lui-même (exemple, la loi Garaud ou la menace de fermeture de plusieurs centres IVG des hôpitaux publics à Paris). Malgré la loi qui permet l'IVG jusqu'à 12 semaines, 5 000 femmes avortent à l'étranger faute de structures, de personnels hospitaliers et de moyens. Pour que les lois s'appliquent réellement, il faut les assortir de moyens concrets et arrêter de casser l'hôpital public.

MANIFESTATION

Samedi 17
octobre

14h30

Paris - La Bastille

Contraception

- ▶ campagnes nationales d'information sur la contraception
- ▶ remboursement sur ordonnance de tous les moyens contraceptifs
- ▶ éducation sexuelle et contraceptive dans les collèges et les lycées.
- ▶ remise des pilules d'urgence par les infirmières des établissements scolaires
- ▶ gratuité des moyens de contraception pour les jeunes filles.

Interruption volontaire de grossesse

Moyens budgétaires permettant une réelle application de la loi du 4 juillet 2001 pour le fonctionnement des centres d'unités hospitalières qui pratiquent l'IVG, pour la création de nouvelles unités spécialisées extra-hospitalières dévolues à la contraception, à l'IVG et à la prévention pour la pratique de l'IVG médicamenteuse, avec reconnaissance du statut du personnel et des médecins des centres IVG. Droit à la contraception et à l'avortement pour toutes les femmes d'Europe.

ÉGALITÉ

Porter l'idée d'égalité des droits entre les femmes et les hommes revient à agir au quotidien pour la transformation de la société. Des décennies de droits inscrits dans la constitution, dans les lois, n'ont pas suffi à réaliser l'égalité de droits. Malgré des avancées réelles et importantes, l'ampleur des attaques actuelles contre les droits des femmes montre qu'il nous faut à la fois résister et conquérir de nouvelles avancées progressistes en matière d'égalité réelle. Avancer vers plus d'égalité dans la vie politique et citoyenne implique de conquérir le droit au **statut de l'élu-e**, permettant de se former, de sécuriser son emploi dans le cadre d'un mandat, de disposer du temps nécessaire à l'exercice de ses responsabilités. Avancer vers plus d'égalité nécessite de développer **une culture de l'égalité**, dès le plus jeune âge, dans l'apprentissage des savoirs, dans la famille, pour une réelle répartition des tâches ménagères. Avancer vers plus d'égalité au travail passe par l'obligation pour les entreprises d'appliquer **les lois sur l'égalité professionnelle**.

DIGNITÉ

C'est combattre toutes les violences à l'égard des femmes. C'est la raison pour laquelle nous luttons pour le vote au Parlement de la **loi cadre déposée par le CNDF**. Dignité, c'est aider à éradiquer la prostitution en mettant en oeuvre les moyens humains et matériels. La prostitution est pour nous une violence ultime. Dignité, c'est aussi respecter l'individu et notamment toutes ces femmes migrantes qui sont privées de leurs propres papiers, dépendant ainsi de leurs conjoints. Dignité, c'est respecter le droit au logement pour toutes et tous ainsi que le droit au travail.

**DROITS
DES FEMMES**

PCF

Parti communiste français

AUTONOMIE

85 % des temps partiels imposés et 80 % des bas salaires sont féminins. Le salaire des femmes est inférieur de 27 %. Rendre concret à travail égal, salaire égal est urgent et possible, par la revalorisation des salaires, des qualifications, des emplois, l'accès à tous les métiers. 50 % des femmes ont une retraite inférieure à 600 euros. Maintenir la majoration de durée d'assurance (bonification aux mères de famille) est impératif pour compenser une infime partie des inégalités de toute une carrière (la retraite d'une femme est inférieure de 42 % à celle d'un homme). Sortir des discriminations passe par une véritable égalité hommes/femmes dans les études, les formations continues, les déroulements de carrière, l'accès aux postes de responsabilités. Concilier vie professionnelle et familiale est, pour 81 % des femmes, synonyme d'inégalités dans la répartition des tâches ménagères. Sortir des dominations passe aussi par le développement des formules de gardes des enfants, des services publics de proximité dans l'éducation, ainsi que l'aménagement et la réduction du temps de travail sans perte de salaire. Favoriser le taux d'activité des femmes, leur autonomie, passe par la lutte, ensemble, femmes et hommes, pour l'égalité dans tous les domaines de la vie.

LAÏCITÉ

La laïcité, loi de 1905, ne concerne pas seulement la séparation de l'Église et de l'État. Elle réaffirme le rôle de la République et proclame que tout être humain a des droits inaliénables. Elle aura notamment permis aux femmes de ne plus être soumises à la loi divine, mais aux lois de la République. Le droit de choisir sa maternité, la reconnaissance du droit à l'avortement fut un long combat des femmes et des féministes, auraient-ils pu aboutir sous les lois divines ? La laïcité permet d'ouvrir un espace offrant la liberté de croire ou de ne pas croire. Elle garantit à chacun et à chacune l'accès aux connaissances, au savoir, sans préjugés, elle encourage l'autonomie de l'individu contre toutes les tutelles. Pour autant, sommes-nous à l'abri de reculs ? Non, la pression des religions reste très forte et rencontre des échos favorables auprès de Nicolas Sarkozy. Les exemples sont nombreux, ainsi son discours faisant référence au rôle joué par la religion dans l'éducation des enfants, les récentes mesures qui imposent aux municipalités de financer la scolarisation des enfants fréquentant les écoles d'obédiences religieuses alors que l'école publique manque cruellement de moyens, ou encore quand il préconise l'ouverture d'un débat pour une « laïcité ouverte ». Quel projet se cache derrière de tels propos ? Ne remet-il pas en cause les fondements de la République ? Comme le rappelait Marie-George Buffet en 2003 : « Il nous faut combattre fermement tous les comportements portant atteinte à l'égalité homme/femme, la laïcité doit s'attacher à ouvrir l'espace démocratique et citoyen ». Il faut déconstruire toutes les dominations, particulièrement le patriarcat. Réévaluer le rôle de l'éducation nationale pour développer l'esprit critique, notamment en dispensant des cours sur les droits à l'égalité, l'histoire des religions, la laïcité à la française. Ne faut-il pas écrire les pages d'une laïcité européenne qui permettrait de garantir les libertés ? En tout état de cause, il faut, comme le défendait Jean Jaurès, articuler laïcité, démocratie et luttes sociales. La République française doit être laïque et sociale. Elle restera laïque parce qu'elle aura su rester sociale.

**DROITS
DES FEMMES**

SOLIDARITÉ

Changeons nos rapports avec le Sud. Ne laissons plus l'Europe imposer un partenariat de libre-échange avec les pays du Sud qui détruit leurs économies locales, augmente la pauvreté et les intégrismes, mettant la population, et en particulier les femmes, dans des conditions de vie inacceptables. Soyons aux côtés des femmes qui luttent pour leur émancipation. Là-bas : la femme iranienne, prix Nobel de la paix, nous dit : « Les groupes intégristes utilisent la religion pour maintenir le patriarcat. Certaines femmes qui se rebellent sont obligées de s'exiler pour échapper aux pressions de leur entourage et de leurs gouvernements ». Et ici : les femmes immigrées, vivant avec nous, dénoncent leur double exploitation : celles des traditions patriarcales qui les affaiblissent et qui font qu'elles subissent donc, en première ligne, l'impact des politiques libérales. Avec Sarkozy, les étendards de l'égalité sont en berne. Et plus un pays est inégalitaire, plus les personnes aisées sont incitées à se faire servir par une armée d'employés du bas de l'échelle, qui sont majoritairement des femmes et souvent des femmes immigrées. Nous sommes solidaires avec toutes ces femmes. Ensemble, battons-nous pour une autre forme de croissance et d'échange que ceux que nous impose l'OMC. Nous voulons une croissance respectueuse des femmes, des hommes et de la nature. Et sur notre territoire, nous voulons l'égalité de droit pour la protection contre l'exploitation et la discrimination des immigré-e-s.

Le Parti communiste au cœur des rassemblements populaires, féministes et citoyens

- Je décide d'être membre du Parti communiste français
- Je verse euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Prénom et nom :

Adresse :

Mail :